

TERRITOIRES NUTRITION

Le journal des collectivités qui s'activent pour le bien-être des habitants

BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ

PNNS et santé environnement : l'accord parfait



L'environnement en promotion de la santé est une approche globale, qui décrit tout ce qui entoure les individus : la qualité des milieux, les activités humaines, les conditions de vie. Le spectre est large, qui va du local au planétaire... et vice-versa!

Les collectivités territoriales, grâce à leur proximité avec les habitants et la pluralité de leurs compétences, jouent un rôle majeur pour le bien-être des personnes. Elles connaissent leur territoire et ceux qui y vivent, et disposent d'atouts pour mettre les enjeux de santé au cœur des politiques publiques.

Le bien-être, c'est aussi l'objectif des travaux menés autour de la nutrition. Le Programme National Nutrition Santé (PNNS), est conçu pour s'appuyer sur de nombreux dispositifs locaux (CLS, PAT, PLU, etc.), qui sont également mobilisables sur les enjeux de santé environnement.

Les leviers sont réels pour imaginer des politiques transversales et mener des actions coordonnées, efficaces, et positives!

Nutrition, santé et environnement : des concepts étroitement liés

Des points de repères pour comprendre les intrications entre ces différentes notions

Page 2 et 3

Articuler les dispositifs existants c'est gagnant !

Faire d'une pierre 2 coups (voire plus) c'est possible. Découvrez comment !

Page 4 à 6

ÉLUS LOCAUX EN ACTION

Plaidoyer : élus locaux, pourquoi et comment s'engager en matière de nutrition ?

Page 8

Éco-ncrètement, quels sont les liens entre nutrition, santé et environnement?

NUTRITION ET OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE

En santé publique, la nutrition englobe les comportements alimentaires et la lutte contre la sédentarité. Elle s'inscrit pleinement dans les 17 objectifs de développement durable (ODD) de l'Organisation des Nations Unies¹, et plus particulièrement dans les objectifs 2, 3, 12 et 13:

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



- «Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable»,
- «Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge»,
- «Établir des modes de consommation et de production durables»,
- «Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions»²

DÉTERMINANTS DE SANTÉ ET FACTEURS ENVIRONNEMENTAUX

Les déterminants de santé correspondent aux facteurs influençant l'état de santé d'un individu ou d'une population. Les conditions socio-économiques (métier exercé, niveau d'éducation, l'activité physique et sportive...) et les facteurs environnementaux interviennent pour environ 80 % dans la détermination de la santé. Pouvoirs publics et collectivités territoriales ont le pouvoir d'agir sur le mode de vie individuel pour influencer l'état de santé des citoyens. On parle alors de « promotion de la santé », processus qui confère à chacun les moyens d'assurer un plus grand contrôle sur sa propre santé, et de l'améliorer.



1. Transformer notre monde: Le Programme de développement durable à l'horizon 2030. New-York: Organisation des Nations-Unies (ONU), 2015, 38 p. https://unctad.org/system/files/official-document/ares70d1_fr.pdf 2. Ayouaz Laurie, Charon Elsa, Nebule Maxime, Ribière Georges, Schönfeld Sarah, Bordère Florence. Pour l'appropriation de l'Agenda 2030 par les collectivités françaises: guide pratique. Paris: Ministère de la transition écologique et solidaire, 2019, 260 p. <http://urlr.me/YGmDr>

LA SANTÉ ENVIRONNEMENTALE: UNE RESSOURCE POUR NOTRE BIEN-ÊTRE

L'OMS³ définit la santé environnementale comme:

« les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de la vie, qui sont déterminés par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de notre environnement. Elle concerne également la politique et les pratiques de gestion, de résorption, de contrôle et de prévention des facteurs environnementaux susceptibles d'affecter la santé des générations actuelles et futures ».

La santé environnementale comprend donc les effets sur la santé induits par des facteurs extérieurs tels que les conditions de vie (expositions liées à l'habitat, professionnelles...) et les comportements individuels (alimentation, sédentarité...). L'environnement constitue alors une ressource pour l'amélioration des conditions de vie et du bien-être⁴.

Le concept de « One Health », médiatisé depuis les années 2000 et bien mis en exergue par la crise sanitaire liée à la Covid-19, affirme les liens fondamentaux entre santé humaine, animale et l'écosystème. « Il repose sur un principe simple, selon lequel la protection de la santé de l'Homme passe par celle de l'animal et de leurs interactions avec l'environnement. La santé animale, végétale, la santé de l'environnement et celle des humains sont donc intimement liés »⁵.

QU'EST-CE QUE L'ALIMENTATION DURABLE ?

Il s'agit de l'ensemble des pratiques alimentaires qui visent à nourrir les êtres humains en qualité et en quantité suffisante, aujourd'hui et demain, dans le respect de l'environnement, en étant accessible économiquement et rémunératrice sur l'ensemble de la chaîne alimentaire⁶.

La Loi ÉGalim, promulguée le 1er novembre 2018¹¹ ambitionne d'améliorer les conditions sanitaires et environnementales de production, renforcer le bien-être animal, réduire l'utilisation du plastique dans le domaine alimentaire et favoriser une alimentation saine, sûre et durable pour tous.

Des mesures sont prises pour la restauration collective comme l'instauration d'un pourcentage minimal de produits durables et de qualité dans les assiettes, l'information des convives, la diversification des sources de protéines et la mise en place du menu végétarien.

La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021, dite **Loi Climat et résilience**, ajoute de nouvelles obligations et complète certaines des dispositions, introduites par la loi ÉGalim. Concernant la diversification des sources de protéines, il s'agit par exemple de pérenniser le menu végétarien hebdomadaire, ou encore proposer une option végétarienne quotidienne pour la restauration collective de l'État, ses établissements publics et les entreprises publiques nationales, à partir du 1er janvier 2023.



3. Lajarge Éric, Debiève Hélène, Nicollel Zhou, Piou Soazig. Santé publique en 13 notions. Paris: Dunod, 2017, p. 271. (Aide-mémoire) 4. Charte européenne de l'environnement et de la santé Copenhague: Bureau régional de l'OMS pour l'Europe, 1989, 6 p. <http://urlr.me/rpwvk> 5. One health, une seule santé [Page internet]. Paris: Inrae, s.d. <http://urlr.me/y68pw> 6. reduced red and processed meat dietary pattern on disease risks and greenhouse gas emissions in the UK: a modelling study. BMJ Open 2012; 2(5): e001072. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC22964113/> 7. Qu'est-ce qu'on fait? Mieux manger, moins gaspiller, moins polluer [Page internet]. Paris: Ademe, s.d. <https://multimedia.ademe.fr/animations/alimentation/> 8. Qu'est-ce qu'on fait? - Manger mieux (ademe.fr) 9. Activité physique et sportive, santé et qualité des finances publiques. Paris: Ministère des sports - Direction des sports - Bureau de l'économie du sport, 2018; 1é p. (Note d'analyse; 11). https://www.sports.gouv.fr/IMG/pdf/sporteco_sportsantefinances-publiques2018.pdf 10. Alimentation durable: définition et enjeux [Page internet]. Besançon: Ademe Bourgogne-Franche-Comté, 2021. <https://www.optigede.ademe.fr/alimentation-durable> 11. #EGalim: tout savoir sur la loi Agriculture et Alimentation [Page internet]. Paris: Ministère de l'agriculture et de l'alimentation, 2018. <http://urlr.me/wrX8K>

Quelques chiffres

LES COMPORTEMENTS NUTRITIONNELS SAINS AMÉLIORENT L'ÉTAT DE SANTÉ INDIVIDUEL, MAIS ILS ONT AUSSI UN EFFET BÉNÉFIQUE SUR L'ENVIRONNEMENT... ET VICE-VERSA!

50%

de l'empreinte carbone de la production alimentaire française serait réduite en divisant par 2 la consommation de viande et de produits laitiers (en plus d'une évolution des systèmes de production⁶).

85%

des emballages jetés par les ménages sont des emballages alimentaires.⁷

10 Millions

de tonnes de déchets sont générées par le gaspillage alimentaire chaque année en France!⁸

6%

des Français utilisent la marche à pied pour se rendre sur leur lieu de travail et 2% s'y rendent à vélo selon l'INSEE en 2018.

17 Milliards

c'est le bénéfice que pourrait apporter une plus grande pratique de l'activité physique en évitant la dépense des coûts liés aux dépenses de santé, à l'invalidité, la perte de production, ou la mortalité.⁹



Éco-mment agir en nutrition et santé environnementale?

DU CADRE POLITIQUE AUX COMPÉTENCES NUTRITIONNELLES DES COLLECTIVITÉS

Définies au niveau national, les politiques nutritionnelles et environnementales françaises sont déployées localement par les collectivités, qui, en fonction de leurs compétences, peuvent mettre en œuvre un certain nombre de leviers d'actions.

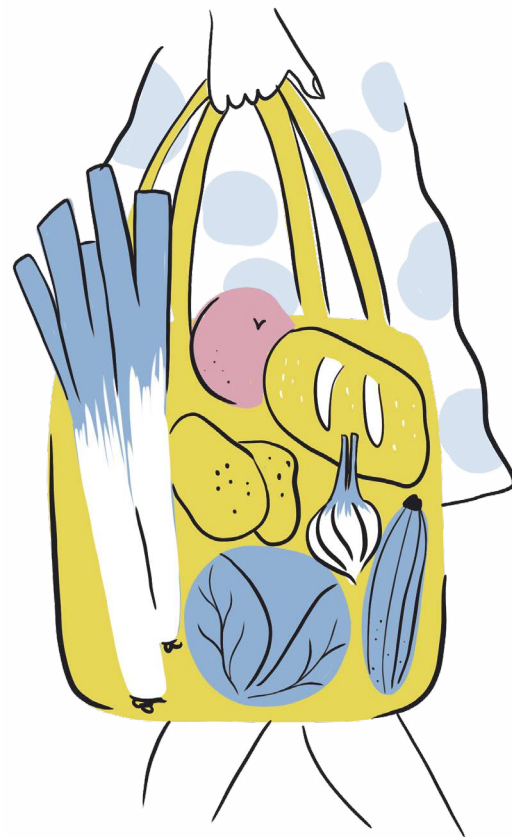
Au niveau national, le **Programme National de l'Alimentation et de la Nutrition (PNAN)** 2019-2023 rassemble le Programme National pour l'Alimentation (PNA) 2019-2023 et le Programme National Nutrition Santé (PNNS) 2019-2023. Il a pour objectif de donner accès à «une alimentation sûre, diversifiée, en quantité suffisante, de bonne qualité gustative et nutritionnelle, produite dans le cadre d'une agriculture durable à l'ensemble de la population.»¹²

Le **réseau régional PNNS** s'inscrit dans le parcours nutrition de l'ARS BFC. Le réseau des acteurs du PNNS est ouvert à l'ensemble des collectivités, établissements, administrations ou entreprises de la région qui souhaitent

s'engager en faveur de la nutrition par la mise en place d'un plan d'actions. Ce réseau offre un échange de pratiques et un appui méthodologique aux décideurs qui souhaitent se mobiliser en nutrition.

Les collectivités territoriales disposent de nombreux atouts pour agir dans ce domaine grâce à leur proximité avec la population et aux professionnels intervenant dans les domaines de la santé, de l'action sociale, de l'éducation et de la vie économique.

Pour agir, les collectivités peuvent prendre appui sur différents dispositifs conduits au niveau local. Retrouvez-les ci-dessous¹³.



Le Contrat local de santé (CLS)

(Outil porté par l'ARS et une collectivité territoriale)

OBJECTIFS

- > Lutter contre les inégalités sociales et territoriales de santé
- > Décliner les politiques de santé à l'échelle locale
- > Mettre en cohérence des leviers et des acteurs autour de priorités définies localement
- > Améliorer la coordination entre les champs de la santé pour répondre aux situations complexes de prises en charge
- > Mettre en œuvre des solutions pour faciliter les parcours de santé et de vie des personnes

En Bourgogne-Franche-Comté, 29 CLS sont signés ou sont dans une dynamique active (maintien du financement des postes d'animateurs santé et financement d'actions de prévention) pour une cible de 34 territoires potentiels.

Exemples de liens avec le PNNS

- > Repérer des besoins liés à la nutrition
- > Mettre en place des actions de promotion de la santé en nutrition
- > Promouvoir le PNNS auprès des collectivités
- > Faciliter la mise en relation partenariale

Projet Alimentaire Territorial (PAT)

(Projet accompagné par la Direction Régionale de l'Alimentation de l'Agriculture et de la Forêt)

OBJECTIFS

- > Instaurer une alimentation de qualité, saine et durable sur un territoire, en prenant en compte les aspects économiques, environnementaux et sociaux

En Bourgogne-Franche-Comté, 26 PAT sont opérationnels et rassemblent les acteurs d'un même territoire pour aller vers une alimentation durable, locale, et accessible à tous. 9 d'entre eux se sont engagés à travailler explicitement sur la thématique « Santé Publique ». Cette thématique peut être abordée dans les PAT sous l'angle « Éducation Alimentaire » ou « Environnement Climat » selon la volonté des porteurs de projets.

Exemples de liens avec le PNNS

- > Mettre en place des circuits courts pour une alimentation durable et structurer de nouvelles filières telles que les légumineuses, les légumes bio, la viande locale
- > Mettre en place des actions d'éducation alimentaire pour tout public comme des « ateliers cuisine-santé »
- > Lutter contre le gaspillage alimentaire en :
 - Privilégiant la consommation de fruits et de légumes de saison
 - Récupérant les invendus pour transformation
 - Sensibilisant les personnels et les publics en restauration collective
- Mettant en place une plateforme de compostage autour d'un réseau comprenant restaurations collectives et agriculteurs (maraichers...)

Plan Climat Air Énergie Territoire (PCAET)

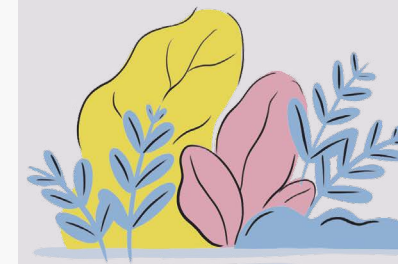
OBJECTIFS

- > Réduire les émissions de gaz à effet de serre du territoire
- > Adapter le territoire aux effets du changement climatique, afin d'en diminuer la vulnérabilité

En Bourgogne-Franche-Comté, il existe 44 PCAET portés par les intercommunalités de plus de 20000 habitants.

Exemples de liens avec le PNNS

- > Mettre en place un plan de déplacements urbains : allier mobilité propre et déplacements actifs
- > Prévenir la production de déchets en luttant contre le gaspillage alimentaire



Le Schéma de cohérence territoriale (SCoT)

OBJECTIFS

- > Concevoir une planification stratégique intercommunale, dans le cadre d'un projet d'aménagement et de développement durable (PADD). Il s'agit d'un cadre de référence pour les différentes politiques sectorielles : organisation de l'espace, urbanisme, habitat, mobilité, aménagement commercial, environnement, biodiversité, énergie et climat...
- > Établir un projet de territoire anticipant les conséquences du dérèglement climatique et les transitions écologique, énergétique, démographique, numérique...

Exemples de liens avec le PNNS

- > Mettre en place des ateliers d'échanges et discussion entre professionnels et usagers autour de l'environnement, du développement économique et du développement commercial avec la santé en toile de fond
- > Prendre en compte la santé des habitants dans les enjeux d'urbanisme
- > Faire du lien avec le CLS présent localement

12. Programme national de l'alimentation et de la nutrition. Paris : Gouvernement, 2019, 48 p. <http://urlr.me/FTJqj> 13. Les politiques publiques de développement durable : des outils au service des territoires. Repères 2015 ; 69 : 12 p. <https://urlz.fr/hCV4>

Éco-communication sur les actions développées en Bourgogne-Franche-Comté

Le 30 septembre 2021 s'est tenue la première Journée régionale des acteurs du PNNS en région BFC. Des retours d'expériences de collectivités et établissements actifs PNNS ont permis d'illustrer la manière dont les élus ont mis en place des actions en matière de nutrition. Développement de partenariats, mise à disposition d'infrastructures sportives, organisations d'événements... les possibilités sont nombreuses!

Mâconnais Sud Bourgogne

« Parce que la bonne santé ce n'est pas que traiter les gens malades, c'est aussi conserver la santé par des éléments de bien-être qui nous encadre. » Parole d'élus, PETER Mâconnais Sud Bourgogne

Le PETER Mâconnais Sud Bourgogne met en place un SCoT, document d'aménagement et d'urbanisme, à l'échelle d'un bassin de vie qui réunit plus de 100 communes sur 4 communautés de communes différentes. Le fil conducteur qui permet de fédérer le territoire est la santé. Au démarrage de l'action, de nombreux élus avaient contribué au Contrat local de santé et étaient déjà investis dans ce domaine en prenant en compte le lien entre aménagement du territoire, qualité de vie et bonne santé. Les deux dispositifs se nourrissent mutuellement.

Ce projet politique est donc structuré en fonction de ces questions de santé-bien-être. Les choix sur les différentes thématiques traitées dans le SCOT sont établis en fonction de leur impact sur le bien-être des habitants. Selon les élus, cela permet d'aller plus loin sur certaines thématiques qui sont toujours sensibles au moment de la rédaction d'un document d'urbanisme.

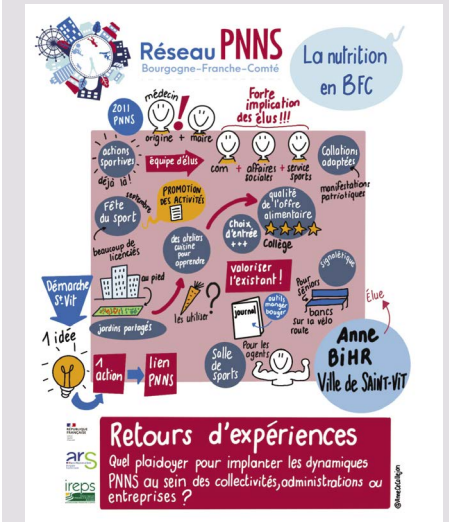
Grand Besançon Métropole

« Promouvoir un environnement favorable à la santé de tous les grands bisontin.e.s / Objectif prioritaire 4.4 : Encourager une alimentation envisagée dans sa globalité favorable à la santé et respectueuse de l'environnement » - Objectif du Contrat Local de Santé Grand Besançon 2020 - 2024

Le territoire du Grand Besançon couvert par un CLS développe un PAT. Ces deux dispositifs sont articulés l'un à l'autre. Le volet santé du PAT est inscrit comme l'une des actions santé-environnement du CLS. Les actions sont conduites avec différentes structures comme une Maison des Jeunes et de la Culture ou encore le CROUS. Des ateliers cuisine sont organisés avec un chef pour proposer des recettes en abordant l'alimentation saine et respectueuse de l'environnement.

Les actions s'articulent également avec celles de la Direction Hygiène Santé de la ville de Besançon, collectivité signataire de la charte PNNS. Par exemple, le projet « De la fourche à la fourchette » apporte une approche complémentaire de l'expertise nutrition santé et des objectifs de développement durables.

Voici l'exemple de la Ville de Saint-Vit en Franche-Comté



Retour d'expériences de la Ville (5 000 habitants)
<https://www.rapps-bfc.org/sites/default/files/publications/connaissances/2021/2021-Infographie-Journee-RegionalePNNS.pdf>

Plan local d'urbanisme (PLU)

OBJECTIFS

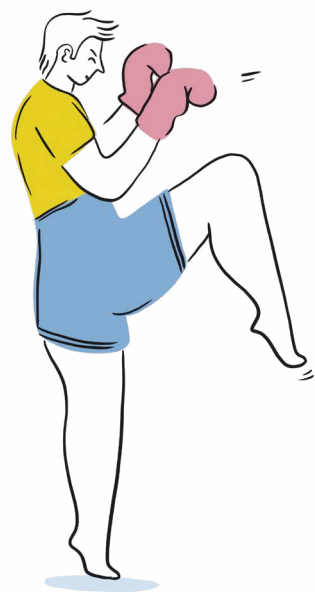
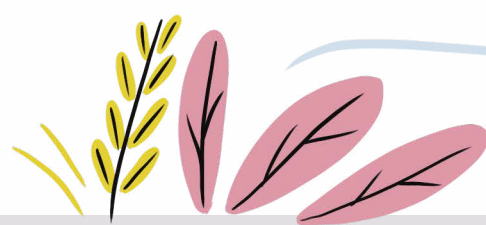
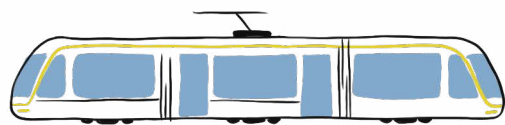
► Élaborer un document d'urbanisme qui construit un projet d'aménagement à l'échelle d'une commune ou d'un groupement de communes (PLUi)

Exemples de liens avec le PNNS

- > Créer des espaces et des infrastructures de loisirs et de détente
- > Maintenir des commerces alimentaires de proximité
- > Intégrer des questions relatives à la santé dans les Plans Locaux d'Urbanisme
- > Initier des projets d'écoquartiers avec la création d'environnements favorables à la santé (lutte contre la pollution, le bruit et les allergènes, utilisation de matériaux de construction sains, aménagement de lieux de promenades et d'espaces publics, prise en compte des besoins de la population vieillissante...)
- > Mettre en place des jardins partagés
- > Aménager des voies vertes ou des bornes de stationnements de vélo pour encourager les déplacements actifs

LE POINT FORT DES COLLECTIVITÉS?

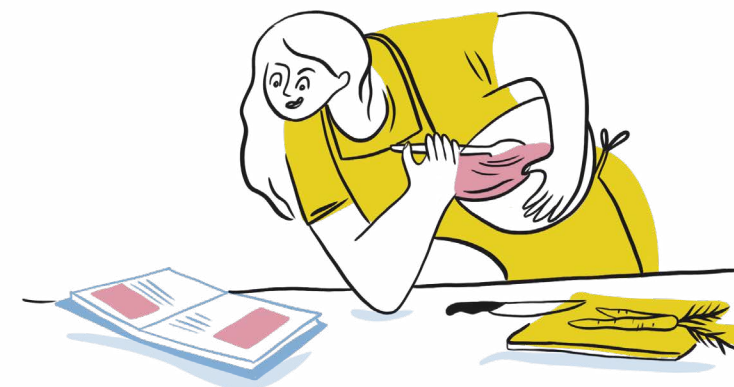
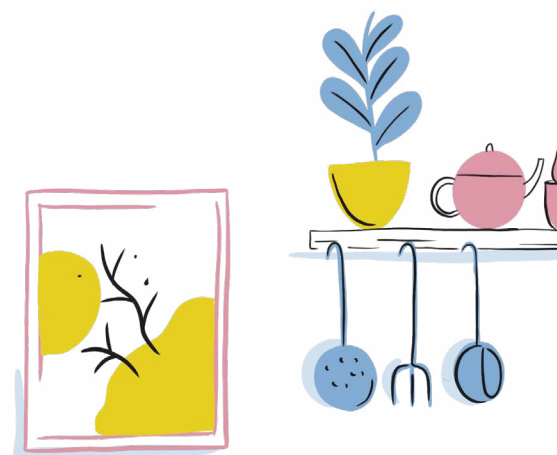
Un éventail de compétences très large, qui va de l'urbanisme à l'aménagement du territoire, à la restauration scolaire et aux mobilités, à l'animation jeunesse et sport... Une belle boîte à outils pour agir en nutrition dans une perspective santé et environnement!



ET SI LE PNNS PERMETTAIT AUSSI DE S'INSCRIRE DANS LA DYNAMIQUE TERRE DE JEUX 2024?

Le label « Terre de jeux 2024 » est ouvert à toutes les collectivités qui souhaitent se mobiliser dans le cadre des Jeux Olympiques. Il s'agit de s'engager à mettre en place des programmes liés au sport, adaptés à la taille de la collectivité. Les collectivités actives PNNS peuvent s'inscrire dans cette dynamique en valorisant leurs actions telles que : des démonstrations de sports réalisées par les associations sportives locales, l'organisation de séances d'activité physique et sportive par un éducateur sportif de la collectivité ou d'une association partenaire,...

À ce jour, 77 collectivités territoriales ou acteurs du mouvement sportif sont labellisés « Terre de jeux 2024 » en Bourgogne-Franche-Comté.



Éco-plaidoyer: élus locaux pourquoi et comment s'engager en matière de nutrition?

- Le nutri-score est-il vraiment utile aux citoyens ?
- Les modes de déplacement doux et à faible impact écologique sont-ils appropriés pour les habitants du milieu rural ?
- La dimension santé est-elle compatible avec la dimension économique liée à l'alimentation ?
- Le PNNS s'adapte-t-il vraiment aux besoins des petites villes ?
- Ma priorité: faire venir des médecins! Est-ce que le PNNS peut y contribuer ?

AUTANT DE QUESTIONS AUXQUELLES LE RÉSEAU PNNS BFC PEUT APPORTER DES ÉCLAIRAGES



De la plus petite à la plus grande collectivité: des idées d'actions en nutrition

Le PNNS est accessible à toutes les collectivités. Chacune peut œuvrer en faveur de la nutrition. La taille et les compétences de la collectivité orienteront ces actions. Voici quelques idées d'actions :

<p>PETITE VILLE</p> <p>Mettre en place des jardins partagés, des vergers</p> <p>Travailler sur l'offre alimentaire des écoles: coût du repas, variété, qualité, ...</p> <p>Organiser des disco soupes (événements festifs pour sensibiliser au gaspillage alimentaire)</p>	<p>VILLE MOYENNE</p> <p>Organiser des pédibus</p> <p>Mettre en place une grainothèque</p> <p>Organiser des manifestations sportives, soutenir les clubs sportifs</p>	<p>GRANDE VILLE AGGLOMÉRATION</p> <p>Aménager des voies vertes, des bornes de stationnement vélo</p> <p>Créer des infrastructures sportives</p> <p>Falicyter l'accès aux commerces alimentaires de proximité (approvisionnement en fruits et légumes)</p>	<p>COMMUNAUTÉ DE COMMUNES</p> <p>Organiser la communication sur les actions</p> <p>Mutualiser les actions des villes</p>	<p>DÉPARTEMENT</p> <p>Sensibiliser les publics via les services (PMI, Protection de l'enfance...)</p> <p>Travailler sur l'offre alimentaire des collèges</p>
--	--	---	---	--

Le réseau PNNS en BFC facilite la mise en relation avec des partenaires Nutrition-santé. Il permet de favoriser le partage d'expérience, l'identification de ressources locales. Des opérateurs régionaux peuvent vous soutenir et vous aider à mettre en place des actions.

QUELQUES DONNÉES SUR LA NUTRITION EN BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ: OÙ EN EST VOTRE COLLECTIVITÉ ?

Près d'une quarantaine de collectivités sont labellisées « Collectivité Active du PNNS ». L'aide alimentaire représente **11 687 tonnes** de denrées alimentaires distribuées en 2019¹⁴. De plus en plus, les associations d'aide alimentaire se tournent vers les producteurs locaux pour collecter des achats en circuit court, notamment dans le cadre des Projets alimentaires territoriaux.

Selon une enquête conduite par la Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt (Draaf BFC) en BFC¹⁷, les achats de produits frais de proximité sont déjà présents en restauration collective. Ils représentent respectivement **8 et 13%** des achats de matières premières au sein des établissements de santé et collèges lycées. Les achats de ces produits sont motivés par 3 arguments majeurs: préserver le tissu économique local, rechercher la qualité des produits et réduire l'empreinte carbone. Les principaux freins à cet approvisionnement sont: le prix, la quantité et les délais de livraison et la saisonnalité. **105 programmes** d'éducation thérapeutique du patient dans le champ de la

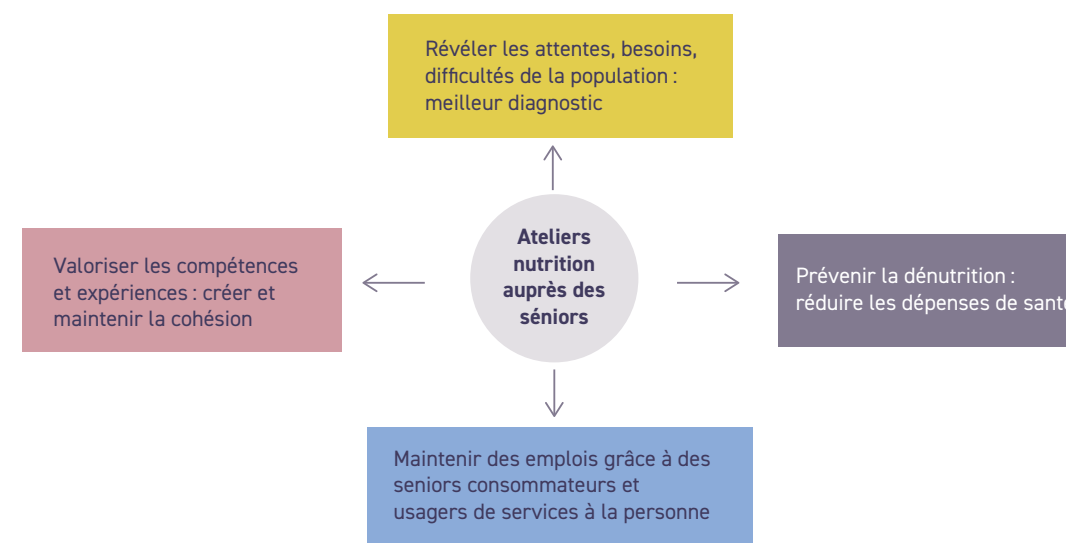
nutrition sont conduits et concernent principalement le diabète, les maladies cardiovasculaires, le surpoids et l'obésité¹⁸ et 13 structures ont reçu le label Maison Sport Santé. **614 367** licenciés sportifs en 2020¹⁴, soit plus d'1 habitant sur 4. Le sport qui attire le plus de licenciés est le football (15 % des licences) suivi de licences multisports puis du tennis et de l'équitation. **1 988 km** d'itinéraires cyclables¹⁵: la région la plus avancée dans la réalisation du Schéma national des véloroutes en 2021.

Lier santé, nutrition et environnement grâce à différentes politiques publiques

Respecter les repères nutritionnels permet de gagner 14 ans d'espérance de vie en bonne santé¹⁹: quand la démographie médicale est une inquiétude quotidienne pour certains élus, la promotion de la santé permet d'investir sur le futur afin d'éviter l'apparition des maladies. La sédentarité est le 4ème facteur de risque de mortalité dans le monde²⁰. Les économistes de la santé estiment que de

meilleurs niveaux de pratique d'activité physique en France permettrait de faire une économie de 17 milliards d'euros par an. 85% des emballages jetés par les ménages sont des emballages alimentaires selon l'ADEME. Le gaspillage alimentaire représente 10 millions de tonnes chaque année en France. Une partie de ce gaspillage est évitable en mettant en place des actions:

éducation, meilleure prise en compte des goûts, distribution des repas non servis... Les modes d'alimentation qui ont des effets bénéfiques sur l'environnement ont également souvent des effets bénéfiques sur la santé humaine. Exemple de bénéfices apportés par la mise en place d'ateliers cuisine auprès de seniors à l'échelle d'une commune:



14. Ministère chargé des sports. Données détaillées 2020. <http://urlr.me/zv4Qj> 15. Atlas vélo 2020 de la région Bourgogne-Franche-Comté [Page internet]. Lyon: Vélo territoires, 2021. <https://www.velo-territoires.org/schemas-itineraires/schemas-regionaux/bourgogne-franche-comte/> 16. Le Morvan Franck, Wanecq Thomas. La lutte contre la précarité alimentaire: évolution du soutien public à une politique sociale, agricole et de santé publique. Paris: Igas, 2019, 142 p. <https://www.igas.gouv.fr/IMG/pdf/2019-069R-P.pdf> 17. Première approche des pratiques d'achat « de proximité » dans la restauration collective de Bourgogne-Franche-Comté en 2019. Besançon: Draaf Bourgogne-Franche-Comté, 2020, 6 p. (Agréste; 5). https://draaf.bourgogne-franche-comte.agriculture.gouv.fr/IMG/pdf/No5_Alum_VF_cle4ee64b.pdf 18. Nutrition santé: éléments saillants en Bourgogne-Franche-Comté. Dijon: ORS BFC, 2018, 12 p. <https://www.orsbfc.org/wp-content/uploads/2018/05/Diag-PRS-2-Nutrition-Sant%C3%A9.pdf> 19. Inégalités sociales de santé en lien avec l'alimentation et l'activité physique. Paris: Editions Inserm, 2014, XVI-731 p. - (Expertise collective). <https://www.ipubli.inserm.fr/handle/10608/6515> 20. Cambon Marjorie, L'Horsset Pauline. Promouvoir l'activité physique dans les territoires. Saint-Denis: Fédération nationale d'éducation et de promotion de la santé, 2021, 36 p. (D-Codé Santé). <http://urlr.me/6fYJS>

Pourquoi s'engager en matière de nutrition ?

Au niveau national

- > rejoindre un réseau de collectivités territoriales actives du PNNS
- > s'inscrire dans une dynamique nationale intersectorielle
- > labelliser ses actions PNNS
- > valoriser des pratiques locales vertueuses, en lien avec des objectifs de santé
- > bénéficier d'outils PNNS (outils de communication, d'information et d'intervention)

Au niveau territorial

- > fédérer des acteurs au sein de la collectivité et sur le territoire (transports, agriculture, restauration, gestion des déchets, santé, ...) et bénéficier de l'expérience et de l'appui d'acteurs régionaux

Au niveau local

- > promouvoir les comportements de vie favorables à la santé des citoyens
- > s'engager dans une santé durable au travers de l'alimentation, l'activité physique et le développement d'un cadre de vie favorable à la santé
- > favoriser le bien-être des habitants, en luttant contre les inégalités sociales et territoriales de santé... et en valorisant la production locale, les circuits courts dans le respect de l'environnement

POUR S'INSCRIRE :

En fonction de votre département, des interlocuteurs sont là pour répondre à vos questions et vous soutenir dans vos démarches pour devenir une collectivité active PNNS.

Les référents prévention des délégations territoriales de l'ARS BFC vous permettront de connaître la procédure d'adhésion à la charte PNNS. Les correspondants de l'Ireps BFC vous aideront à construire un plan d'action adapté.

COMMENT S'ENGAGER ?

La charte « collectivité active PNNS » permet de développer des actions en s'inscrivant dans les différents programmes territoriaux existants (PAT, SCoT, PCAET, CLS...) et en s'appuyant sur les forces présentes au niveau du territoire : acteurs internes à la collectivité et partenaires locaux.

Besançon, Vesoul, Saint-Apollinaire, Nevers, Saint-Vit, Dijon : ces collectivités l'ont fait... pourquoi pas vous ?



Département	Référents prévention des délégations territoriales de l'ARS BFC	Correspondants Ireps
21	Célia GIROUX celia.giroux@ars.sante.fr ARS-BFC-DCPT-DD21@ars.sante.fr	Marlène POTIER DE COURCY m.portierdecourcy@ireps-bfc.org
25	Julie RUEFLY julie.ruefly@ars.sante.fr ARS-BFC-DCPT-DD25@ars.sante.fr	Marion SAUCET m.saucet@ireps-bfc.org
39	Emma BONNIOT emma.bonniot@ars.sante.fr ARS-BFC-DCPT-DD39@ars.sante.fr	Adeline CAGNE a.cagne@ireps-bfc.org
58	Sylvie COLLIN sylvie.collin2@ars.sante.fr ARS-BFC-DCPT-DD58@ars.sante.fr	Maurine MASROUBY m.masrouby@ireps-bfc.org
70	Caroline HEBERT-LORIOU caroline.hebert-lorion@ars.sante.fr ARS-BFC-DCPT-DD70@ars.sante.fr	Gaëlle PETITJEAN g.petitjean@ireps-bfc.org
71	Joëlle D'ALMEIDA joelle.d-almeida@ars.sante.fr ARS-BFC-DCPT-DD71@ars.sante.fr	Stephanie LIMBACH s.limbach@ireps-bfc.org
89	Marie-Noëlle COPON marie-noelle.copon@ars.sante.fr ARS-BFC-DCPT-DD89@ars.sante.fr	Éloïse ROUSTAN e.roustan@ireps-bfc.org
NFC	En cours de désignation ARS-BFC-DCPT-DTNFC@ars.sante.fr	Mélanie MURU m.muru@ireps-bfc.org

LES GUIDES DU RRAPPS

Le Rrapps Bourgogne-Franche-Comté propose d'autres guides pour accompagner le développement de la promotion de la santé en matière de nutrition :



Retrouvez le numéro 1 de Territoires Nutrition, ainsi que deux autres guides pour accompagner le développement de la promotion de la santé en nutrition, dans la collection Les Guides du Réseau régional d'appui à la prévention et à la promotion de la santé (Rrapps).

Ces guides, rédigés dans le cadre du Rrapps Bourgogne-Franche-Comté, proposent des repères théoriques, présentent des exemples d'actions et des outils pour appuyer les professionnels, les entreprises et les collectivités à développer des actions favorables à la santé en matière de nutrition.

Rendez-vous sur le site www.rrapps-bfc.org > Nutrition > Publications Rrapps

Éco-lection d'outils et de lectures nutrition et santé environnement

OUTILS & LECTURES



eSET (Santé Environnement pour tous) BFC

Le portail régional est porté par l'ARS, la Dreal, l'Ademe et la Région. Il vise la réduction des inégalités sociales et environnementales de santé, et valorise les initiatives locales. À noter: les «Retours d'expériences eSET», des fiches pratiques qui détaillent les actions sur le territoire.

www.sante-environnement-bfc.fr

Réseau d'Acteurs PNNS

Outil de référence dans le cadre du PNNS 4, le site permet aux acteurs de s'informer, se former et d'agir en nutrition. Il accompagne les démarches de projets et valorise les bonnes pratiques et expériences inspirantes.

www.reseau-national-nutrition-sante.fr

Faire le tour de la santé environnement... en 180 minutes (ou presque)

Defaut Marion. Dijon : Ireps Bourgogne-Franche-Comté, 2020, 63 p.

Ce dossier propose un glossaire avec 9 concepts importants en santé environnement, puis des références bibliographiques pour accéder à des données contextuelles, des enjeux spécifiques, des exemples d'action et des ressources pédagogiques et numériques.

<https://urlz.fr/eVnx>

CAPLA-Santé

Cadre d'Analyse des Politiques Locales Activité physique-Santé Vuillemin Anne, Lecomte Flore. Laxou : SFSP ; Nice : Université Côte d'Azur, 2019, 126 p.

Cet outil est proposé aux collectivités et à leurs partenaires pour aborder en pratique les politiques Activité physique-Santé au niveau territorial. Il se veut une aide à la décision et un support de plaidoyer pour instaurer ou conforter une dynamique d'action collective.

<https://urlz.fr/hnKw>

100° La communauté pour la santé des collectivités

Pour l'inspiration... Ce site québécois soutient les acteurs du changement engagés dans la mise en œuvre de projets de santé des collectivités. Avec pour objectif l'innovation sociale et le mieux-être collectif.

<https://centdegres.ca/>

Ont participé à la rédaction de ce numéro :

Rédaction Ireps Bourgogne-Franche-Comté: Maurine MASROUBY, Marion DEFAUT, Mélanie MURU, Manon COLARD, Laure COUSIN, Anne SIZARET, Marion SAUCET, Isabelle MILLOT, Célia BECHE et Lise LEBLAY (stagiaires).

Référents ARS BFC :

Isabelle ROUYER, Éric LALAUERIE

Remerciements aux partenaires, agents et élus des collectivités pour leur relecture :

DRAAF BFC, Alterre Bourgogne-Franche-Comté, Pôle Métropolitain Nord Franche-Comté, Ville de Besançon, Mâconnais Sud Bourgogne, Grand Besançon Métropole, Grand Chalonnais, Saint Vit, Pays Avallonnais, Conseil Régional Bourgogne-Franche-Comté

Mise en page et illustrations :

Annelise Bourmand, www.annelise.fr

Dépôt légal : février 2022

